

MONTAUBAN, le 28/11/22

## Visite d'inspection du 15/11/2022

## Publié sur



Zone industrielle des parages  
82000 MONTAUBAN

## 1) Contexte

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôle et dans le suivi d'un arrêté de mise en demeure ainsi qu'un arrêté complémentaire pris après un incident survenu sur la station d'épuration.

- SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN
- 25 impasse de Maastricht ZI Albasud 82000 MONTAUBAN
- Code AIOT : 0006802719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN exploite à Montauban – ZI Albasud une laiterie et une station d'épuration, qui traite les effluents de l'usine et les rejets urbains des communes de Bressols et d'une partie de la commune de Montauban. Ces installations sont soumises à autorisation au titre ICPE et relèvent de la directive IED sur les émissions industrielles. Les principaux enjeux en termes de prévention des nuisances et des risques associés au site concernent la maîtrise des

consommations d'eau, des rejets aqueux (laiterie, STEP) et atmosphériques (légionelles) et la maîtrise des risques d'incendie (installations de transformation et de stockage de plastiques).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suite des visites précédentes
- consommation en eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	suite visite 22/12/21 - Caractéristiques des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article Prescription Technique 3.4.1	/	Sans objet
2	suite visite 22/12/21 - Etats des stocks	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article Annexe I : 2	/	Sans objet
3	suite visite 22/12/21 - Détection et extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 30/06/2008, article Annexe I : 4.2	/	Sans objet
5	Suite visite 16 mai 2022 - Gestion de la station d'épuration	AP Complémentaire du 20/06/2022, article 3	/	Sans objet
7	Suite visite 16 mai 2022 - gestion des conséquences d'un dysfonctionnement	AP Complémentaire du 20/06/2022, article 5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Annexe I : 3.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Suite visite 16 mai 2022 - vérification de la stabilité des structures	AP Complémentaire du 20/06/2022, article 4	/	Sans objet
8	Systèmes d'alarme et de mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article Prescription Technique 7.3.4	/	Sans objet
9	Bilan consommation eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II 6.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Mesures des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/04/1996, article IV.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Certains éléments restent à fournir pour pourvoir solder les autres points relevés lors des précédentes visites. Par ailleurs, l'exploitant dispose d'une organisation encadrant sa démarche de réduction de la consommation en eau.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : suite visite 22/12/21 - Caractéristiques des points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article Prescription Technique 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet de la station est le seul rejet d'eau polluée du site. Ce rejet est dirigé vers le Miroulet à travers une canalisation qui sort du site au nord-ouest de celui-ci.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mené des investigations qui ont montré que le point de rejet de la station d'épuration mixte n'est pas situé dans le ruisseau du Miroulet mais dans le réseau pluvial de la ville de Montauban. Une inspection et un curage des canalisations (entre usine et STEP ainsi que entre STEP et exutoire) ont été réalisés le 8 novembre 2021. L'exploitant a précisé que la mairie de Montauban a été informée de sa volonté d'établir une convention de rejet et a transmis une réponse de la communauté d'agglomération qui prend note et indique qu'actuellement, elle ne réalise pas de convention de déversement. Lors de la visite du 15/11/22, l'exploitant précise avoir rencontré les services de l'agglomération le jeudi précédent la visite et qu'un rendez vous avec la SAUR (gestionnaire du réseau pluvial) est prévu pour établir une convention. L'exploitant est tenu de respecter l'article 3.4.1 de l'AP du 14/12/2006. S'il souhaite faire évoluer cette prescription, il doit porter à la connaissance du préfet cette modification d'exploitation, avec tous les éléments d'appréciation, notamment en termes de nuisances sur le milieu récepteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites – délai 30 jours
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article Annexe I : 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique par ailleurs la localisation et la nature des produits stockés. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 22/12/21 l'exploitant avait présenté un état des stocks des produits d'emballages présents sur le site. Cet état des stocks n'est pas facilement accessible car il est issu de l'agrégation de plusieurs fichiers informatiques et les dénominations employées sont des références produits n'indiquant pas la nature exacte du produit (matière/rubrique ICPE associée). L'exploitant avait indiqué qu'un travail était en cours pour intégrer dans l'état des stocks les informations suivantes : nom des produits, nature, volume total, position sur le site et rubrique ICPE associée.</p> <p>Lors de la visite du 15/11/22, l'exploitant a indiqué qu'un nouveau logiciel pour gérer les emballages était en cours de déploiement au niveau du groupe Lactalis mais qu'il n'avait pas de visibilité sur le calendrier de déploiement.</p> <p>Pour ce qui concerne les substances chimiques, l'exploitant a recensé les principales substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- acide nitrique (cuve)</li> <li>- soude (cuve)</li> <li>- javel (GRV)</li> <li>- peroxyde hydrogene (GRV)</li> <li>- container liquides inflammables (alcool...)</li> <li>- produits de laboratoire</li> <li>- produits de traitement de la STEP</li> </ul> <p>L'acide sulfurique n'est plus utilisé sur site.</p> <p>Il est en mesure d'identifier les quantités présentes, les risques associés aux produits et leur localisation mais ne dispose pas d'un fichier unique facilement accessible qui recense l'ensemble de ces informations.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un fichier de suivi des stocks comportant les nom des produits, leur nature, leur volume total, leur position sur le site et la rubrique ICPE qui leur est associée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites – délai 30 jours
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2008, article Annexe I : 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire sauf pour les installations existantes d'un volume inférieur à 5 000 m<sup>3</sup> au sein d'établissements dans lesquels une présence humaine est effective en permanence. Pour les papiers de grammage inférieur à 42 g/m<sup>2</sup> et les papiers d'hygiène stockés en bobine, ainsi que pour les papiers de grammage inférieur à 48 g/m<sup>2</sup> non stockés sous forme de bobines, les dépôts sont équipés d'un système d'extinction automatique. Pour les autres types de papiers, l'exploitant définit une stratégie d'extinction de l'incendie. Si celle-ci n'est pas basée sur un système automatique d'extinction, la stratégie d'extinction après détection fait l'objet d'un avis des services d'incendie et de secours. Cette stratégie peut s'appuyer sur l'intervention de moyens de secours internes et externes, la mise en place de réserve d'eau par exemple. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le document des services d'incendie et de secours concernant ces aspects. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection ou d'extinction. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs d'extinction ou de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à un mètre.</p>
<p><b>Constats :</b> Suite à la visite du 22/12/21, l'inspection avait demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lui transmettre le PV de réception de la nouvelle installation de détection incendie mentionnant sa conformité aux référentiels en vigueur ainsi que son bon fonctionnement.</li> <li>- mettre sous la forme d'un document autoporteur sa stratégie de lutte contre l'incendie et de demander une validation de ce document aux services de secours.</li> </ul> <p>Lors de la visite du 15/11/22, l'exploitant a présenté plusieurs fiches d'intervention de l'entreprise SIEMENS relatives aux contrôles de la détection incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- intervention 3 janvier 2022 qui mentionnait deux zones hors service : ZDA5 (1 linéaire) et ZDA10 (3 linéaires hors service sur 5)</li> <li>- intervention de juillet 2022 - rapport non disponible</li> <li>- intervention du 7 novembre 2022 qui mentionne la correction des 3 linéaires en défaut de la ZDA10 et du linéaire ZDA5. Le rapport mentionne la persistance d'un défaut sur une carte qui permet d'inhiber les sirènes. Ce défaut ne remet pas en cause la fonctionnalité de l'alarme.</li> </ul> <p>L'exploitant indique qu'une nouvelle visite est prévu le 29 novembre pour finaliser le PV de réception.</p> <p>Stratégie de lutte contre l'incendie :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan d'intervention établi le 30/12/21 et mis à jour le 26 avril 2022 (mise en cohérence avec le plan urgence du groupe) qui définit la stratégie d'intervention en cas d'accident. Il a présenté des messages envoyés au SDIS attestant d'une démarche en cours pour solliciter son avis sur le document.</p> <p>L'inspection demande communication du PV de réception de la nouvelle installation de détection incendie mentionnant sa conformité aux référentiels en vigueur ainsi que son bon fonctionnement, ainsi que l'avis du SDIS sur la stratégie de lutte contre l'incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites – délai 30 jours
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Vérification périodique des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Annexe I : 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.</p> <p><b>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 1 juin 2022 (AP n°82-2022-06-01-0001):</b> La SOCIÉTÉ LAITIÈRE DE MONTAUBAN, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 25 impasse de Maastricht, Zone Industrielle d'Albasud sur le territoire de la commune de Montauban (82000), est mise en demeure dans un délai de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article suivant, pour ses activités situées à la même adresse :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Article 3.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 susvisé ;</li></ul> <p>Les délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 22/12/21, l'inspection avaient consulté les rapports des deux dernières vérifications électriques réalisées par l'APAVE (01/09/2020 et 31/08/2021) qui mentionnent 16 non-conformités (NC) déjà signalées dans les rapports précédents, dont 2 NC depuis 2009.</p> <p>L'exploitant a transmis un extrait de la GMAO contenant les bons interventions suite aux actions correctives réalisées, et a indiqué que l'ensemble des travaux correctifs ont été réalisés. Il a transmis un compte rendu de la vérification périodique Q18 réalisée du 13 au 15 juillet 2022 par la société APAVE. Le rapport indique qu'il s'agit d'une vérification complète des installations électrique de l'établissement. Il conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion et qu'aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification. Il indique également qu'un certificat Q19 (thermographie) a été délivré</p> <p>L'exploitant précise que les contrôles Q19 sont réalisés deux fois par an et présente le certificat délivré par l'APAVE le 23/08/22, celui ci inclut la station d'épuration</p> <p>Il mentionne 2 anomalies de degré de priorité 2 : local chaufferie ventilateur bloqué sur une armoire - interrupteur sectionneur général ligne humide bouteille</p> <p>L'exploitant précise que les anomalies ont été traitées et présente les fiches GMAO associées. Il ajoute qu'il dispose d'une caméra thermique en interne qui est notamment utilisée après travaux.</p> <p>L'exploitant a démontré le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1 juin 2022. L'inspection propose de lever la mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 5 : Suite visite 16 mai 2022 - Gestion de la station d'épuration

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/06/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet STEP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser, dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, une étude définissant : <ul style="list-style-type: none"><li>– les dysfonctionnements pouvant entraîner une indisponibilité de la station d'épuration ;</li><li>– les délais d'indisponibilité de la station d'épuration associés ;</li><li>– les mesures permettant de réduire la fréquence des indisponibilités ainsi que leur durée.</li></ul> L'exploitant met en place, dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, les mesures préconisées dans l'étude. Ce délai pourra être revu après accord de la préfète, au vu des résultats de l'étude et sur demande de l'exploitant, comprenant un calendrier de réalisation, accompagné des pièces justificatives, dans les 4 mois suivant la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que l'étude a été réalisée en interne. Elle conclut à la nécessité de disposer d'une capacité de stockage sur site de l'équivalent de 3 jours d'effluents en provenance du réseau d'eau usées de la commune de Bressol. Ce besoin a été intégré dans le projet de modification de la station d'épuration actuellement en cours de réalisation.  L'inspection demande à l'exploitant la transmission de cette étude sous 30 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite – délai : 30 jours
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Suite visite 16 mai 2022 - vérification de la stabilité des structures**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/06/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité structure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, une étude de la stabilité des installations de traitement susceptibles d'avoir été impactées par l'incident et permet d'assurer une exploitation sans risque de fissuration, déplacement ou prise de gîte des bacs et canalisations présentes sur le site.  L'exploitant met en place, dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, les éventuelles mesures préconisées dans l'étude. Ce délai pourra être revu après accord de la Préfète, au vu des résultats de l'étude et sur demande de l'exploitant, comprenant un calendrier de réalisation, accompagné des pièces justificatives, dans les quatre mois suivant la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le 10 août 2022 un rapport de la société SOCOTEC du 11 juillet 2022 d'avis technique sur la solidité des bassins suite à l'incident survenu (examen visuel sans sondage destructif ni démontage). Ce rapport préconise en conclusion de démolir le bassin de stockage des boues qui s'est soulevé ainsi que la passerelle en béton, et de remplacer la canalisation aérienne entre le bassin qui s'est soulevé et le bassin d'aération. Lors de la visite du 15/11/22, l'inspection a constaté que ces préconisations n'ont pas été mises en oeuvre. L'exploitant précise qu'un nouvel investissement a été budgété dans le cadre de travaux de modernisation de la STEP en cours pour prendre en compte la destruction du bassin et également la réalisation d'un bassin de confinement de 1500m <sup>3</sup> (permettant 3 jours de rétention des eaux usées de Bressols). Cela ajoute une 4e phase par rapport au planning prévu dans le porter à connaissance déposé concernant les modifications de la STEP.  L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son porter à connaissance en conséquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/06/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet STEP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser, dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, une étude technico-économique sur les solutions, techniques et organisationnelles, à mettre en place pour éviter les rejets d'effluents aqueux non-conformes dans le milieu naturel en cas de dysfonctionnement, y compris pour les eaux usées urbaines. Le bon dimensionnement de ces solutions est à justifier par rapport aux délais d'indisponibilités de la station d'épuration évalués par l'étude prescrite à l'article 3 du présent arrêté. Les délais de remplissage des capacités tampons du site et les délais d'intervention du personnel seront également pris en compte.</p> <p>L'exploitant met en place, dans les neuf mois suivant la notification du présent arrêté, les mesures préconisées dans l'étude technico-économique. Ce délai pourra être revu après accord de la préfète, au vu des résultats de l'étude et sur demande de l'exploitant, comprenant un calendrier de réalisation, accompagné des pièces justificatives, dans les sept mois suivant la notification du présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant précise que l'étude a été réalisée en interne. Elle conclut à la nécessité de disposer d'une capacité de stockage sur site de l'équivalent de 3 jours d'effluents en provenance du réseau d'eau usées de la commune de Bressol. Ce besoin a été intégré dans le projet de modification de la station d'épuration actuellement en cours de réalisation.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission de cette étude sous 30 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite – délai : 30 jours
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article Prescription Technique 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, système d'alarme STEP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident. Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité par des dispositifs indépendants de son système de conduite</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 16 mai 2022, il avait été constaté qu'aucune alarme ou alerte n'avait été transmise au personnel pour signaler le dysfonctionnement de la station. L'alerte avait été donnée par la technicienne chargée du suivi de la station lors de son passage sur site lundi entre 8h et 8h30. L'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser sous 1 mois une analyse justifiant de la pertinence et de la suffisance des moyens de détection et d'alerte concernant les dysfonctionnements de la station.</p> <p>L'exploitant a répondu en date du 28 juin 2022 qu'une intervention de son prestataire a été réalisée le 24/05/22 : Intervention de l'automaticien pour correction des défauts de l'installation et ajout d'alarmes sur le niveau haut des 2 bassins d'entrée ( bassin tampon et bassin de relèvement). L'exploitant précise que l'alarme est envoyée sur les deux téléphones d'astreinte (production et maintenance)</p> <p>L'exploitant ajoute que des contrôles de bon fonctionnement sont effectués tous les jours y compris le week-end et jours fériés et consignés dans un registre papier tenu au niveau de la station. Ce registre a pu être consulté par l'inspection et n'appelle pas de remarque.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Bilan consommation eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II 6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>(...)</p> <p>II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il est en cours de certification ISO 140001 et qu'il dispose d'un système de management environnemental qui traite du sujet de la consommation en eau.</p> <p>Il présente son manuel environnement et son plan d'action environnemental qui intègre des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux ;</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Mesures des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1996, article IV.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consommation en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque pompe qui sert au prélèvement d'eau de nappe ou de surface est munie d'un compteur volumétrique ou à défaut d'un compteur horaire totalisateur, couplé avec un compteur d'énergie qui permettra de connaître le nombre de m <sup>3</sup> prélevés. Tous les compteurs de l'établissement sont relevés à une fréquence minimum d'une fois par semaine et les chiffres sont consignés dans un registre où apparaît également le volume de la fabrication durant la période correspondante.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un registre de suivi des consommations d'eau des 3 ateliers par semaine qui intègre un calcul des ratios d'eau consommé par litre de lait produit  L'exploitant précise que les valeurs limites suivantes sont fixées dans l'arrêté d'autorisation du 2 novembre 2016 délivré au titre du code de la santé publique : 32 m <sup>3</sup> /h 768 m <sup>3</sup> /jour 280 320 m <sup>3</sup> /An  Selon les données déclarées dans le registre des émissions polluantes (GEREP) les consommations pour l'année 2021 sont les suivantes : 219 205 m <sup>3</sup> dans le Tarn et 12 121 m <sup>3</sup> dans le réseau AEP
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet